

## Délibération n° 2020-06-026 du 4 juin 2020

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L.6123-5, L.6123-10, L.6123-13, L.6332-14 et D.6332-78 à D.6332-78-2,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré dans le cadre de la consultation ouverte par voie électronique entre le 28 mai et le 4 juin 2020,

Décide :

#### **Exposé des Motifs**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a chargé France compétences d'émettre des recommandations auprès des branches professionnelles, lesquelles sont responsables du financement des contrats d'apprentissage via les opérateurs de compétences (OPCO), afin de faire converger les niveaux de prise en charge desdits contrats.

Après un premier exercice de définition des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage par les branches professionnelles en février 2019, ces recommandations ont été adoptées par délibérations du Conseil d'administration de France compétences en date du 13 mars 2019, sur le fondement des valeurs de référence calculées à partir des données remontées par les branches et consolidées par les OPCO, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

A la suite de l'adoption de ces délibérations, il a été demandé aux branches de se positionner par rapport aux valeurs de référence recommandées par France compétences, c'est-à-dire comprises dans la fourchette entre le niveau de prise en charge minimum et le niveau maximum tolérés par France compétences. Certaines branches ont tenu compte de ces recommandations en adoptant des niveaux de prise en charge convergents avec ces valeurs de référence, tandis que d'autres n'ont pas fait de retour ou ont maintenu des niveaux de prise en charge non convergents en dehors de la fourchette. Dans les deux derniers cas, le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 est venu fixer les montants de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Les branches pour lesquels les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis étaient dès le départ convergents avec les valeurs de référence recommandées par France compétences n'ont pas reçu de recommandation expresse mais ont été tenu informées que leurs valeurs étaient conformes aux exigences.

Aujourd'hui, France compétences entend émettre de nouvelles recommandations impactant notamment certaines recommandations fixées par les délibérations du 13 mars 2019.

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 15 juin 2020.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 4 juin 2020

Le Président du Conseil d'administration,  
Monsieur Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

## Annexe : Recommandations de France compétences à la CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés** : 627, 749, 771, 1049, 1596, 1597, 1702, 1843, 2328, 2389, 2420, 2609, 2614, 2707, 2870, 3107, 3128, 3144, 3204, 3212

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini en dernier lieu par la branche ou par le décret n°2019-956	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE Conjointes du bâtiment et des travaux publics	50023430	ARTS DU BOIS OPTION A : SCULPTEUR ORNEMANISTE (CAP)	7 500 €	<b>9 750 €</b>	5 820 €	12 000 €
CPNE Conjointes du bâtiment et des travaux publics	50023432	ARTS DU BOIS OPTION C : MARQUETEUR (CAP)	7 500 €	<b>9 750 €</b>	5 820 €	12 000 €

\* Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés